

L'EDITO

N°102

Novembre 2019

RISQUES INDUSTRIELS, DERESPONSABILISATION DES ENTREPRISES, EXPOSITION ET CONSEQUENCES POUR LA SANTE

« Les services de l'État ont agi avec compétence, avec beaucoup de sang froid, de professionnalisme », déclare E. Macron, 5 semaines après la catastrophe Lubrizol qui a frappé Rouen, une partie de son agglomération et les régions nord, touchant même jusqu'à la Belgique et les Pays Bas... Macron avait promis de passer voir les Rouennais, il est juste venu faire son show, parce que c'était sur sa route, alors qu'il se rendait à Honfleur pour un week-end prolongé !

Le 26 septembre, sur Rouen, avait lieu la plus grosse catastrophe chimique en France depuis AZF à Toulouse. Un incendie, des explosions, un nuage nauséabond et toxique de 22 km sur 6.

Les pompiers et les salariés de l'usine qui ont œuvré sur place ont été efficaces... contrairement aux pouvoirs publics : le préfet n'a fait retentir les sirènes d'alarme que sur Rouen et le Petit-Quevilly et ce 5 heures après le début de l'incendie. À quoi servent alors les essais mensuels des sirènes, les Plans de Prévention des Risques Technologiques et Plans Particuliers d'Intervention ? C'est aussi le préfet qui avait autorisé l'agrandissement des stockages de Lubrizol sans aucune étude d'impact et fermé les yeux sur ses produits hyper dangereux stockés chez son voisin non Seveso. La liste des produits stockés, n'a été communiquée que 8 jours après l'incendie, alors qu'il y a de nombreux produits CMR (cancérogènes, mutagènes ou toxiques pour la reproduction). Espérons que l'impact ne sera pas trop de taille chez les gens du voyage dont le camp jouxte quasiment l'usine et qui n'ont pas été évacués.

Quant au gouvernement... comme si une catastrophe ne suffisait pas, les ministres se sont déplacés en nombre pour tenir des propos contradictoires, Castaner déclarant qu'il n'y a pas de dangerosité particulière et Buzyn affirmant que Rouen est polluée... Qui croire ? C'est à une véritable défiance vis à vis du gouvernement et de l'industriel qu'on assiste, d'autant qu'ont été « simplifiées » les mesures visant les industries dangereuses avec suppression des CHSCT.

Vu qu'il n'y a pas eu de victime grave (du moins dans l'immédiat), le gouvernement et l'industriel semblent



jouer la montre, pensant que tout ça sera vite oublié. Mais des collectifs se sont créés, la CGT en première ligne, notamment le Collectif Santé au Travail de la Fédération qui a pris le dossier en main. Manifestations et réunions ont rassemblé syndicalistes, associations, écolos, Gilets jaunes et particuliers. Pour l'heure 500 plaintes ont été déposées et des analyses sont faites de façon indépendante.

Lubrizol est un groupe fabriquant des additifs pour huile de moteur diesel avec un chiffre d'affaires de plus de 1 milliard d'€, qui fait partie de la holding dont Warren Buffet est l'un des principaux actionnaires. Vous savez, ce monsieur qui avait déclaré en 2015 : « Il y a une guerre des classes, c'est un fait. Mais c'est ma classe, la classe des riches, qui mène cette guerre et qui est en train de la gagner »

Il y a 3 usines en France : Rouen, Le Havre et Moux. C'est le premier exportateur de Normandie, ce qui fait que préfecture, port et ministres lui font les yeux doux. Depuis sa construction en 1954, l'usine rouennaise a connu 3 « incidents » de pollution importants : en 1975, 1989 et 2013. Pour ce dernier épisode, Lubrizol n'a dû payer qu'une amende de 4 000€ ! Et c'est sans compter tous ces dégazages intempestifs et de nuit de mercaptan (gaz particulièrement odorant) pouvant générer irritation pulmonaire, nausées, vomissements et diarrhées, voire troubles de conscience et de la respiration pour les plus graves.

Pour l'instant on ne sait pas si l'usine rouennaise va continuer ses activités sur Rouen. Le directeur a annoncé que l'enfûtage ne se ferait plus ici, ce qui veut dire sans doute davantage de ces produits dans des citernes et sur la route. Enfin, il n'y a pas de syndicat CGT dans cette usine, les quelques salariés qui ont essayé ont été licenciés...

Sommaire

1. L'édito
2. L'action
3. L'information
4. L'orga, le Point. La vie des sections.

FNIC CGT Case 429 - 263 rue de Paris
93514 Montreuil Cedex
Tél. 01.84.21.33.00-
<http://www.fnic-cgt.fr> - E-mail : contact@fnic-cgt.fr
Mensuel - 1,06 €
Directeur de publication : Emmanuel LEPINE
ISSN : 2112-2776
Commission Paritaire : 0124 S 08416

5 DÉCEMBRE

Face au projet de réforme des retraites qui cache au final une volonté de destruction totale de notre système de sécurité sociale, notre fédé considère que l'heure n'est plus au dialogue social, mais à la confrontation.

Apeuré par notre possible réaction et par le risque d'un score pitoyable aux prochaines élections municipales pour les tenants de sa politique, Macron veut repousser la mise en place de la réforme après celles-ci. Il ne peut, à notre sens, quoi qu'il en soit être question d'appliquer ce projet et il doit maintenant capituler et abandonner définitivement cette nouvelle régression !

Le 5 décembre est un appel de notre confédération à la grève dans tous les secteurs. Enfin un appel de notre confédération qui n'est pas une incitation à la randonnée pédestre ! Enfin un mot d'ordre qui dans certains secteurs, incite à la grève reconductible, perspective qui rencontre d'ores et déjà, à l'heure où nous écrivons, l'approbation de plusieurs fédérations dont la nôtre ainsi que des UD, des UL, voire des militants et également les Gilets Jaunes, qui ont décidé de ne pas suivre aveuglément d'autres

formes de directives. Oui, certains appels font du 5 décembre une date de possible démarrage d'une **grande lutte** pour rejeter en bloc la réforme Delevoye.

C'est aujourd'hui le cas des fédérations suivantes : organismes sociaux, commerce, services publics, etc. En outre, beaucoup de discussions ont lieu dans les secteurs propriété, transports, cheminots.

Nous n'avons que trop attendu face à la régression sociale et nous devons maintenant imposer notre propre agenda ! Cette période préélectorale est propice à mener cette bataille que nous devons impérativement gagner, faute de quoi nous n'aurons plus rien en termes de protection sociale.

S'il semble cependant facile de la décréter sur le papier, il faut tout de même rester conscients qu'une grève reconductible se construit, elle nécessite que les salariés puissent tenir dans la durée, il faut donc la préparer dès maintenant dans les entreprises, en sensibilisant les salariés sur ce qui leur pend au nez, à eux, à leurs enfants, à leurs parents. C'est le travail des syndicats.

APPEL À LA GRÈVE

Conformément à la motion adoptée en clôture de notre conférence UFR de juin dernier, nous avons, en date du 10 septembre, interpellé les groupes parlementaires ainsi que le premier ministre pour leur signifier nos inquiétudes relatives au projet Delevoye.

Quelle ne fut pas notre surprise de recevoir une réponse émanant du cabinet d'Edouard Philippe ! Nous en indiquons ci-après les termes principaux :

« Cette réforme s'articule autour de trois grands principes, que sont l'universalité, la responsabilité et la confiance. L'universalité permet de mieux prendre en compte les évolutions rapides de notre société, dans laquelle les travailleurs sont de plus en plus mobiles au cours de leur carrière. La responsabilité consiste à anticiper les difficultés prévisibles de financement du système actuel, qui seraient inévitables si nous renoncions à le réformer. Enfin, la confiance doit être le ciment assurant la viabilité de ce système, qui repose sur la solidarité entre tous les travailleurs et les retraités. »

Blabla... on noie ensuite le poisson en évoquant une grande concertation s'étalant dans la durée, l'aboutissement vers un consensus... et une application envisagée

vers 2040, voire au-delà. On croit rêver : d'une part on nous la joue « concertation » : si démocratie et liberté d'expression il y avait dans notre pays, cela se saurait..., un certain nombre de gilets jaunes amputés des yeux et des mains peuvent témoigner de cette inexistence.

Et puis... on vous met ça en 2040 histoire de ne pas trop vous fâcher dès maintenant : la punition sera pour vos enfants, petits-enfants pour certains d'entre nous. Cela voudrait-il dire que le gouvernement nous prend pour de sales égoïstes prêts à sacrifier l'avenir de leur descendance ? C'est absolument odieux de pouvoir proposer une chose pareille.

Le seul point positif qu'on pourrait reconnaître au cabinet du premier ministre, c'est qu'il nous ait répondu... il est le seul. Alors nous nous interrogeons : comment faut-il interpréter le silence des groupes parlementaires soi-disant « de gauche » que nous avons interpellés ?



Le sang coule de nouveau au Chili, nous rappelant les heures sombres de la gouvernance Pinochet. Des manifestations ont éclaté avec comme détonateur la hausse du ticket de métro, qui a fait surgir la colère d'un peuple face aux inégalités qu'il subit depuis des années. Une répression brutale s'en est suivie, avec proclamation de l'état d'urgence, n'empêchant cependant pas des appels à la grève générale.

La révolte du peuple répond à la politique ultralibérale menée par Sebastián Piñera, président milliardaire au service d'une minorité d'exploiteurs.

La hausse a été suspendue mais les manifestations se sont poursuivies, nourries par la colère face aux conditions socio-économiques et aux inégalités dans ce pays dans lequel **l'accès à la santé et à l'éducation relève presque uniquement du secteur privé.**

A coups de dictons et de graffitis, les Chiliens refont le monde. "La normalité est notre esclavage", "Eteins la télé", "Que tremble l'injustice lorsque luttent ceux qui n'ont rien à perdre", "Aller jusqu'à la victoire ou vaincre". Et ils réclament une nouvelle constitution. Mais ce peuple en souffrance paie au prix fort sa révolte de plusieurs morts et blessés, victimes du déploiement de près de 10 000 policiers et soldats.

Un son de cloche analogue, qui s'oppose au capitalisme : en Equateur, où après 2 semaines de blocage du pays, par un quart de la population, contre les réformes économiques négociées avec le FMI en échange d'un prêt de 4,2 milliards \$, le gouvernement

a retiré le décret supprimant les subventions au carburant qui était au cœur de la contestation.

La situation en Bolivie reste tendue. Evo Morales a fini par démissionner, poussé par l'armée. Le coup d'état qui ne dit pas son nom a été organisé avec l'aide des USA et de l'UE qui ont fortement contesté la réélection du Président. Preuve en est que les USA continuent comme en 1973 au Chili, comme au Venezuela, à prétendre avoir la main mise sur tout le continent sud américain, pour le plus grand profit des multinationales US.

Cela dit, il est pour le moins surprenant que, lorsqu'en Amérique latine un président de gauche progressiste est élu ou réélu, il soit soupçonné de fraude électorale, et dès lors que la population manifeste son soutien au président élu démocratiquement, là c'est silence radio.

En revanche, lorsqu'il s'agit d'un président de droite, il n'y a aucune suspicion de fraude, bien évidemment...

Par contre on ne peut que se réjouir de l'entrée du Venezuela au conseil de l'ONU des Droits de l'Homme le 18 octobre dernier... Un beau pied de nez aux Impérialistes!



L'Agenda

Rappel: 17 décembre, CONSEIL NATIONAL

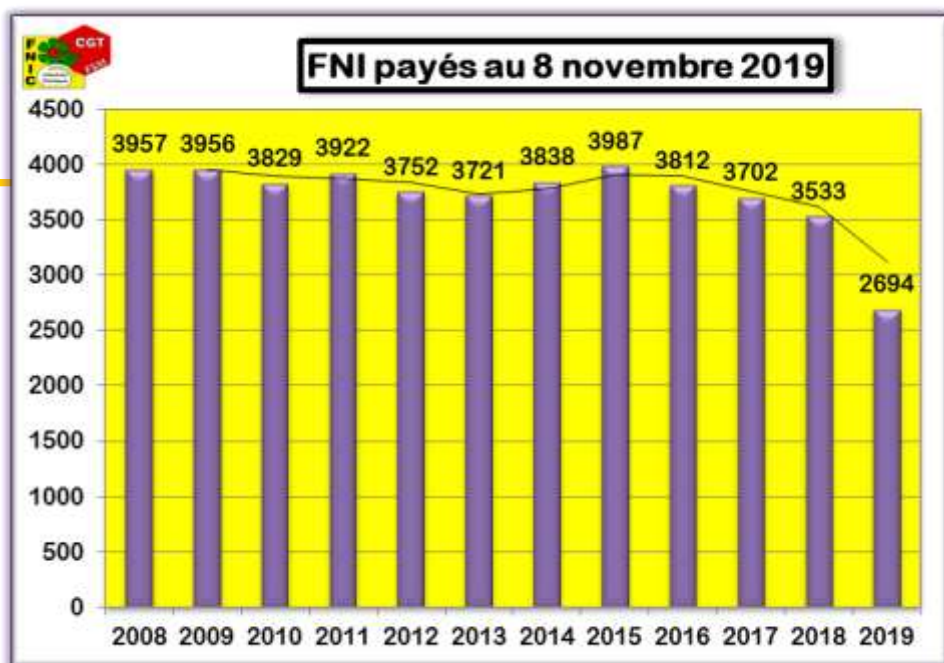
21 et 22 novembre, FORMATION CHSIC :
Quel mouvement révolutionnaire construire ?

29 mars au 03 avril, 41^e CONGRÈS FÉDÉRAL :
Les fiches revendicatives ont été produites, leurs thématiques seront débattues lors du congrès.

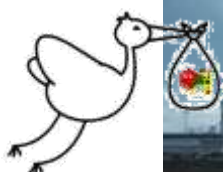
Sur 2019, un progrès par rapport à novembre de l'année dernière, mais il n'en demeure pas moins qu'il manquera encore près d'un quart de FNI sur cette dernière année (24 % précisément : ne pas relâcher l'effort).

Quant à 2018, il y a un dernier gros effort à accomplir encore car nous ne sommes qu'à 95 % de l'objectif.

l'Orga - le point



La vie des sections



Nous avons le grand plaisir de vous annoncer la **naissance d'une toute nouvelle section retraités, Liberty Aluminium Dunkerque** (ex. Aluminium Dunkerque, racheté par un groupe indo-anglais, Liberty House).



Le 19 septembre 2019, le Parlement Européen a adopté, à une majorité écrasante (535 pour, 66 contre et 52 abstentions) **alliant extrême-droite, conservateurs, libéraux ainsi qu'une bonne partie des sociaux-démocrates et des verts européens, une résolution sur "L'importance de la mémoire européenne pour l'avenir de l'Europe".**

Par ce vote révisionniste, le Parlement Européen, en manipulant l'Histoire, veut, sans oser l'avouer, réhabiliter le nazisme en le rendant équivalent au stalinisme. **Les euro députés soutenant ce texte contredisent ainsi même les conclusions du tribunal de Nuremberg et mettent sur le même pied d'égalité ceux qui ont construit les camps d'extermination dont Auschwitz, et l'Armée Rouge qui en a libéré les déportés...** Ceux qui l'ont voté portent une lourde responsabilité devant l'Histoire, ils font, comme dans les années trente, le lit du fascisme, ils sont de la même lignée de la droite et du patronat de l'époque qui disaient : "plutôt Hitler que le Front Populaire..."

Quoi qu'il en soit, cette résolution ne pourra jamais dissimuler ou masquer la lutte contre le fascisme qui, durant la dernière guerre, a causé la mort de 25 millions de Soviétiques. **N'oublions jamais que 80 % des personnes qui furent fusillées en France appartenaient au Parti Communiste, que l'on désignait à ce moment-là comme étant le « Parti des Fusillés ».**

DERNIERE MINUTE :

Augmentation des retraites complémentaires de 1% au 1er Novembre : soit une somme de l'ordre de 5 à 8 Euros par mois en moyenne, ce qui, divisé par 30 jours, représente environ une aumône de 25 centimes par jour... Ce type de mesure accentue la perte de pouvoir d'achat des retraités... pas d'hésitation devant ce mépris : le 5 décembre, nous devons tous être dans la rue !